

# ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique: Bertrand Renouvin

14 SEPTEMBRE AU 27 SEPTEMBRE 1978

8<sup>e</sup> ANNÉE — N° 276 — 4,00 F

## ***razzia sur l'épargne***



**LORRAINE :**  
**une candidate**  
**royaliste**  
**contre**  
**le gachis**

**entretien avec**  
**l'économiste**  
**François Perroux**

**de Paul Vi**  
**à**  
**Jean-Paul 1<sup>er</sup>**

## où va l'Afrique ?

Sombre retour de vacances. Chaque jour de nouveaux licenciements tandis que les prix montent, montent... Comment, dès lors, ce numéro de rentrée pourrait-il être gai ?

Tandis que la classe politique baigne dans l'autosatisfaction, les groupes financiers organisent en toute quiétude une grande razzia sur l'épargne (l'éditorial de Bertrand Renouvin). Tandis que M. Servan-Schreiber parade en Lorraine, la sidérurgie licencie (enquête du groupe NAF-Lorraine) et les Willot, nouveaux Dalton, s'emparent du textile vosgien (l'article de Loïc Albran). Quant aux cartes postales envoyées par nos amis, elles sont de la couleur du temps : qu'il s'agisse de « l'abri côtier » de Didier Delille ou des « Images aoûtiniennes » de Pierre Boeldieu.

Nous laisserions nous aller à la mélancolie ? Pas le moins du monde. Avec François Perroux (notre Centrale) nous amorçons une passionnante réflexion sur l'informatique et la région, avec Gérard Leclerc nous questionnons l'Eglise de Paul VI et de Jean-Paul II, avec Jacques Baynac nous retrouvons mai et ses espoirs (l'article de B. La Richardais), avec Philippe Saint-Marc, nous nous interrogeons sur l'écologie (l'article de Paul Maisonblanche). Et avec Régine Judicis, nous commençons une année de lutte dont nous reparlerons dans le prochain numéro.

### ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,  
75001 Paris  
Téléphone : 742-21-93

— Abonnements :

3 mois : 30 F  
6 mois : 50 F  
1 an : 90 F

soutien : à partir de 150 F  
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N  
Paris

— Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

— Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

— Directeur de la publication : Yvan AUMONT  
— Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

N° Commission paritaire : 51700

L'Afrique continue avec le coup de théâtre tchadien à susciter l'intérêt des commentateurs. Un intérêt mêlé d'indignation ou de pitié.

Ainsi, Paul Marie de la Gorce écrit dans le Figaro à propos de la promotion d'Hissen Habré : « Certains jugeront qu'il vaut la peine de tirer un trait sur le passé. Mais, dans tous les cas, on n'acceptera pas sans haut-le-cœur qu'il faille, pour le salut d'un régime, consacrer l'exécuteur du commandant Galopin et le geôlier de Françoise Claustre. »

Il semble bien que la real politik de Malloum cautionné par Giscard soit en fin de compte inefficace. Marie-Laure de Decker et Raymond Depardon expliquent dans le Nouvel Observateur que :

« Malloum a toujours voulu passer pour le grand artisan de la réconciliation nationale. Il y était d'ailleurs sérieusement poussé par la France... En tendant la main à un chef rebelle qui ne représentait plus que lui-même, il pouvait à peu de frais faire croire à l'opinion internationale qu'il avait réellement fait entendre raison à l'ensemble du Frolinat.

Par delà ces péripéties sanglantes et grotesques, c'est tout le sort du continent africain qui est question. Dans une remarquable série d'articles parus dans Le Monde, Gilbert Comte — qui n'est pas toujours aussi bien inspiré sur d'autres sujets — fait le point.

L'Afrique souffre avant tout d'un profond malaise structurel. A une colonisation au cours de laquelle la sainteté et le sordide coexistèrent succéda une décolonisation bâclée qui effraya certains dirigeants africains :

« Derrière M. Houphouët-Boigny, déjà maître de la Côte-d'Ivoire, une bonne moitié des dirigeants africains refusa son concours à une évolution qu'elle estimait aventureuse. Le triomphe du nationalisme exigeait, en effet, l'existence de nations où ses valeurs, son esprit, s'incarneraient avant de s'épanouir. A peu d'exceptions près, aucun territoire ne possédait l'indispensable unité ethnique. Presque toujours ils réunissaient en revanche des populations rivales, disparates, contraintes de vivre ensemble par le seul arbitraire

colonial, et désireuses de s'en venger par des massacres mutuels. Dans l'ancien Congo belge, au Nigéria, au Cameroun, au Tchad, au Ruanda, au Burundi, au Soudan, au nord du Mali, l'émancipation distribua des armes aux ennemis de toujours. »

Devenus indépendants les chefs d'Etat africains furent réduits à mettre en place un système bizarre combinant des apparences parlementaires à la résurrection des anciennes chefferies tribales :

« Par en dessous, ils reconstituèrent peu à peu des autocraties intolérantes, à ce détail près qu'elles ajoutaient au despotisme médiéval à l'ancienne mode la tyrannie plus abstraite de l'administration moderne.

Cette adaptation partielle d'une technique de gouvernement étrangère irrite, stupéfie, de pointilleux sociologues. Non sans raisons, ils y reconnaissent une forme diaboliquement subtile du néo-colonialisme le plus pernicieux. La combinaison transfère effectivement au sud du Sahara des règles éthiques, juridiques, mentales, étrangères aux populations, aussi difficilement transposables qu'une cathédrale gothique dans la forêt équatoriale. Fatalement, elle établit entre le pouvoir et les citoyens de graves déséquilibres. »

Alors que le Frolinat, aujourd'hui, continue de se battre et a même doublé son territoire sous la conduite de Goukouni. »

Que faire maintenant ? Le pronostic de Gilbert Comte est pessimiste :

« S'ils changeaient, les Occidentaux se dépouilleraient-ils simultanément de leur désastreux mercantilisme, et d'une propension continuelle à confondre la politique et les affaires ?

Rien n'annonce une telle conversion de mentalité, ni la naissance d'une morale plus saine parmi les utilisateurs. La classe dirigeante africaine ne manifeste aucun désir de réformer ses habitudes. Nul ne saurait s'en charger à sa place. Des investissements plus volumineux ne produiraient aucun effet positif, s'ils aboutissaient simplement à multiplier les dépenses excentriques, les gaspillages, pour ne rien dire des fameux comptes dans les banques suisses. »

Si la classe dirigeante africaine est incapable de changer ses habitudes, il ne reste plus à souhaiter que les Africains accomplissent une révolution en se gardant du soutien intéressé des soviétiques et des occidentaux. Et s'ils n'y parviennent pas, pourquoi ne pas leur indiquer le chemin en congédiant nos propres dirigeants ? Alors nous pourrions bâtir une coopération qui ne serait pas le masque de l'exploitation et de la corruption.

Jacques BLANGY

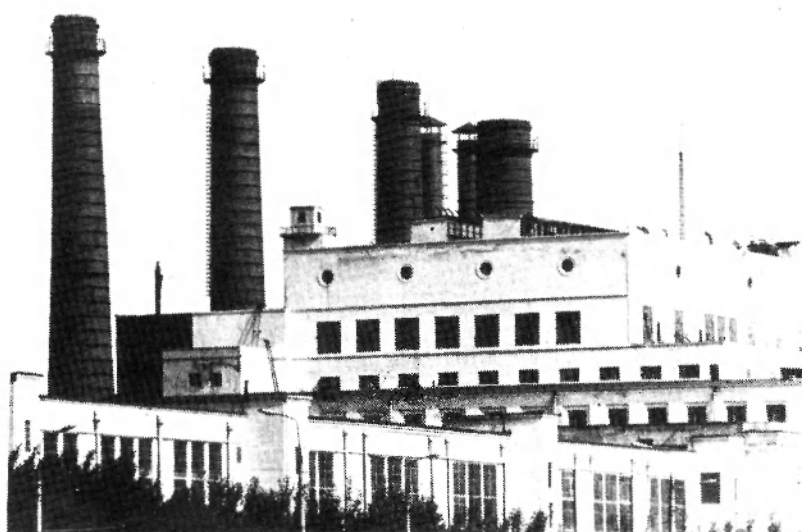
## nos correspondants

Voici classés par départements une liste de correspondants de Royaliste. Si vous désirez participer à notre effort de propagande, prenez contact en leur écrivant.

- 06 — NAF — BP 659 — 06012 NICE CEDEX.
- 13 — NAF — BP 38 — 13100 AIX EN PROVENCE.
- 24 — Laurent Dapigny, Le Rivaud, 24700 MONTAPON MENESTEROL.
- 27 — NAF — BP 857 — 76010 ROUEN CEDEX.
- 35 — NAF BP 2536 — 35025 RENNES CEDEX.
- 44 — NAF BP 203 — 44007 NANTES CEDEX.
- 49 — NAF BP 253 — 49002 ANGERS CEDEX.
- 51 — M. Betbèze, 8, rue Saint-Maurice, 51100 REIMS.
- 56 — Mlle de Prunelé, Técoisson, CAMPENEAC — 56800 PLOERMEL.
- 59 — 62 — M. Charlet, 27, rue des Fossés, 59000 LILLE.
- 64 — NAF — BP 556 — 64010 PAU CEDEX.
- 69 — NAF — BP 44 — 69397 LYON CEDEX 3.
- 76 — NAF — BP 857 — 76010 ROUEN CEDEX.
- 78 — NAF — BP 120 — 78003 VERSAILLES CEDEX.
- 83 — NAF — BP 612 — 83053 TOULON CEDEX.
- 88 — Mme Judicis, 4, rue Pasteur — 88000 EPINAL.

## Lorraine : le gâchis

La tarte à la crème de la compétitivité au nom de laquelle on brise, en Lorraine, des milliers de destins individuels est, de surcroît, une mauvaise excuse pour le patronat sidérurgique le plus gaspilleur qui soit des deniers publics.



L'histoire récente de la Lorraine est en effet celle d'un lamentable gâchis d'hommes et d'argent. Voici seulement quinze ans, la Lorraine était encore dépeinte comme le Far-West français. Et ils avaient été des dizaines de milliers à être venus d'Italie, de Pologne, du Portugal, d'Espagne, du Maghreb et de toutes les régions de France vers cet Eldorado. Bien plus, au fil des générations nombre d'entre eux étaient parvenus à s'enraciner dans la terre lorraine.

Et voici que maintenant l'on annonce que la sidérurgie lorraine n'est plus compétitive et qu'il faut fermer des hauts fourneaux, licencier ou reclasser ailleurs (à Fos par exemple).

Non compétitive, la sidérurgie lorraine ? C'est à la fois vrai et faux. Vrai dans la mesure où le minerai lorrain, à faible teneur en métal (35 %) et phosphoreux, coûte plus cher rendu par voie ferrée dans la région du Nord que le minerai suédois ou mauritanien, riche en métal (65-70 %), acheminé vers Dunkerque par minéralier géant. Faux lorsqu'on évoque la « vétusté » des installations lorraines, alors que celles-ci — telle l'usine de Thionville — ont été remises à neuf voici deux ou trois ans. Faux surtout si l'on

s'arrange pour installer des usines de transformation à proximité des centres sidérurgiques. C'est le cas en Sarre et au Luxembourg, où Ford, Michelin, Good Year, Kléber-Colombes se sont installés non loin des gisements. En Lorraine, ce mouvement est esquissé avec la création d'une usine Renault près de Thionville et l'implantation de Peugeot et Citroën à Ennery. En revanche rien n'a été prévu pour Longwy, ni pour la région nancéenne.

### OU EST PASSE L'ARGENT PUBLIC ?

Et c'est là que réside le scandale : l'Etat depuis quinze ans ne cesse de financer la sidérurgie lorraine : l'endettement de celle-ci auprès du F.D.E.S. (Fonds de Développement Economique et Social) atteint actuellement 8,2 milliards (lourds bien entendu) auxquels s'ajoutent les 13 milliards prêtés par le G.I.S. (Groupe des Intérêts Sidérurgiques) et les 3,3 milliards prêtés par la C.E.C.A.. En outre, l'Etat français, pour soutenir la sidérurgie lorraine, a accepté de prendre à sa charge les deux tiers de la canalisation de la Moselle alors que son cours en Allemagne est d'une longueur supérieure à celle du cours français (coût : 600 mil-

lions). Par ailleurs, il a édifié une voie ferrée et une autoroute pour désenclaver le « Pays-Haut » de Longwy.

Avec cet argent qu'ont fait les sidérurgistes ? On peut se le demander, car leur démarche est apparemment incohérente. Avant de fermer le haut fourneau de Thionville, ils ont dépensé 150 millions à le moderniser. Il reste à savoir s'ils n'ont pas été mûs par la recherche du profit le plus immédiat et le plus intense. Usinor investit à tour de bras à Dunkerque et à Fos. Et certains chuchotent que l'argent prêté aux sidérurgistes pour reconvertir leurs activités a été remplacé par eux... au Japon ! Dès lors, on ne peut que souscrire à ces propos du sénateur Schmitt « Je pense, compte-tenu des éléments d'information que j'ai en ma possession que la meilleure solution consisterait pour Usinor à écouler sa production — 700 000 tonnes de fonte par an — dans ses propres installations de Longwy... Elle le serait surtout si le gouvernement voulait bien prendre des mesures pour que l'ensemble des actifs sidérurgiques et miniers de la Lorraine soient réunis au sein d'une société unique qui ne soit pas tributaire de l'existence des filiales à Fos ou à Dunkerque, et qu'ainsi on soit garanti de ne pas voir les fonds destinés à la Lorraine détournés comme cela a été fait par Usinor ». Et M. Schmitt de souhaiter que l'Etat prenne une participation dans cette société.

### LA TACTIQUE DU SALAMI

Mais dans la société libérale avancée ce souhait reste un vœu pieux. En attendant les travailleurs paient. Non seulement 16 000 emplois ont été supprimés depuis deux ans, mais 15 000 autres doivent suivre entre 1979 et

1983. Cela aboutit à l'agonie de certaines zones. Ainsi le « Pays-Haut », qui avait perdu déjà 19 950 habitants entre 1968 et 1975, a subi entre 1975 et 1977 une hémorragie supplémentaire de 4 735 personnes. Et la riposte des syndicats est singulièrement molle. D'abord à cause de la démobilisation générale provoquée par la désunion et l'échec de la gauche. Mais aussi à cause de la tactique du salami pratiquée habilement par le patronat. Dans un premier temps, à la suite d'un accord entre Usinor et Chatillon Neuves-Maisons, il a été décidé de fermer le haut fourneau Usinor de Thionville pour laisser le champ libre aux installations de Neuves-Maisons et de Longwy. Coût de l'opération : 150 millions, nous l'avons vu. Maintenant on annonce qu'il faut fermer Neuves-Maisons pour sauver Longwy. Cette fois c'est 170 millions d'investissements récents qui partent en fumée. Mais les travailleurs de Longwy auraient grandement tort de se sentir soulagés car demain leur tour viendra.

Pendant ce temps que fait le Zorro lorrain, J.J.S.S. ? Rien. D'abord parce qu'il n'a guère de moyens d'infléchir le cours des événements dans un système où les seuls partenaires en présence sont l'Etat et le patronat, et alors que la région a une existence plutôt théorique. Ensuite, parce qu'il se moque des Lorrains. Il a profité du malaise régional pour se faire élire député en 1970 en faisant des promesses qu'il était incapable de tenir et qu'il a oubliées dès son élection acquise. Raison de plus pour aider Régine Denis-Judicis à faire battre ce saltimbanque malfaisant le 16 septembre prochain.

Arnaud FABRE

(enquête du groupe NAF-Lorraine)

## un coup des daltons

Les Frères Willot font beaucoup de meubles en ce moment. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles ils viennent de racheter les textiles Boussac. Vous ne voyez pas le rapport ? Il est simple pourtant. La convention collective de l'ameublement est beaucoup plus avantageuse que celle du textile pour les travailleurs

licenciés. En rachetant Boussac, les frères Willot pourront utiliser un certain nombre d'usines à faire des meubles employant du tissu tels les canapés. Ces usines vivront sous le régime de la convention textile et leurs employés auront intérêt à ne pas trop contester. C'est beau le libéralisme avancé !

# les vosges à l'heure des daltons

Ni le rachat de Boussac par les frères Willot, ni la publication des grandes lignes du plan Vosges ne sont de bon augure pour ce département où sévit déjà le chômage.



Ainsi, et sans consulter le moins du monde les intéressés, un tribunal de commerce a décidé du nouveau patron à attribuer à 11 000 travailleurs. Les Willot ont gagné, encore une fois, malgré leur passé douteux et malgré le fait qu'ils emploient déjà 1 000 personnes dans les Vosges et y sont, à ce titre, déjà fâcheusement connus.

## UN RACHAT PLEIN D'ARRIÈRE PENSEES

La décision du tribunal — prise, dit-on, sous la pression de Monory — dans la ligne de la politique de redéploiement de l'industrie française : laisser aux pays du tiers-monde les industries de main-d'œuvre à technologie simple telles le textile, pour consacrer l'industrie française à des productions plus sophistiquées. Dans cette optique le plan Bidermann qui aboutissait à transformer les usines Boussac en unités de production d'amont de ce groupe, ne pouvait être qu'écarté. Le plan Willot lui, prévoit moins de licenciements et n'exige pas une participation de l'Etat. Mais il est douteux que ces parangons du patronat canin qui se sont

proposés de reprendre Boussac sans même connaître les usines aient agi par pure philanthropie. A terme, il faut s'attendre à une poursuite du démantèlement de l'industrie textile. N'oublions pas qu'Agache-Willot ne fait plus que 20 % de son chiffre d'affaires dans cette branche. Leurs différentes chaînes de magasins de grande diffusion, ont besoin d'autres produits que les produits textiles qu'ils peuvent importer. Et si toutes les usines Boussac suivaient l'exemple de Vincey convertie en fabrique de meubles pour alimenter « Conforama », pièce importante du groupe Willot ?

## PLAN VOSGES : UN MIRAGE ?

Quoiqu'il en soit le plan Willot, fait une coupe sombre dans l'industrie textile vosgienne. Reprenant presque à la lettre, le plan Petit, présenté en son temps par Jean-Claude Boussac, et qualifié cependant de « pas sérieux » par M. Barre, il prévoit, en effet 704 licenciements immédiats, 504 mises à la retraite, et 598 emplois de reconversion soit sur un total

de 4 744, 1 806 emplois textiles de moins dans les Vosges.

Ce qui n'est pas pour améliorer le climat social d'un département déjà profondément touché par le chômage. Aussi, pour parer le coup, en même temps que l'annonce de la prise du pouvoir des Willot, chez Boussac, est paru le plan Vosges, fils de Raymond Barre et de Lionel Stoleru, couvé avec amour, par les fonctionnaires de l'aménagement du territoire. Outre l'amélioration du réseau routier, souhaitée par les élus locaux, depuis longtemps déjà, ce plan prévoit l'aménagement des zones industrielles, le développement des infrastructures éducatives, et le catalogue habituel des primes (prime à la création d'emploi, allant jusqu'à 20 000 francs par emploi créé, aide à l'investissement, prime à l'artisanat etc...).

Au titre de l'emploi, il annonce fièrement la création de 1 455 emplois nouveaux, dans les 3 ans à venir alors que le nombre actuel des chômeurs dans les Vosges est de 6 800, sans compter les 704 nouveaux licenciements. On s'interroge sur la réalité de ces emplois et de ces nouvelles usines qui vont se créer, on ne sait où, on ne sait quand. Et l'on s'étonne quand même, lorsqu'on voit que sur ces 1 455 emplois, plus de 1 000 sont le fait de sociétés étrangères, dont environ 600 en provenance des américains, ces bons amis. Il s'agit, sans doute, d'un autre aspect du redéploiement industriel français. Il est triste de constater que le soi-disant « salut Vosgien », issu du gouvernement, soit si dépendant des investissements étrangers.

Mais surtout, on ne sait rien de la structure de ces emplois, ni s'ils vont « coller » au potentiel des chômeurs actuels. Les actions de conversion professionnelle ne sont pas toujours évidentes et ne vont jamais sans inconvénient, pour celui qui les subit. Aller en formation peut faire passer le temps et patienter les gens, mais gare aux échecs qui ne manqueront pas de se produire. Ils sont irrémédiables. Un problème se présentera à coup sûr, deurs d'emploi, les postes proposés risquent d'être exclusivement masculins.

## JJ SS bat la campagne

Tout Nancy et la région sont couverts d'immenses affiches de propagande électorale pour J.J.S.S. Signalons simplement aux cher-z-électeurs du « duc de Lorraine » touchés par le chômage que le prix d'une seule de ces affiches vaut cinq fois le montant de l'allocation quotidienne de chômage... Sans commentaire.

Dans cette fin d'août, pleine de soleil, les Vosgiens attendent. On ne peut pas dire que les Willot et le plan Vosges, les Dalton et des promesses, leur ont fait particulièrement plaisir. Une grève lancée par les syndicats le 22 août a été diversement suivie.

« Aux Vosgiens de reprendre leur destin en main », écrit Barre dans une lettre à Christian Poncelet. Pertinent conseil : les Vosgiens ont de nouveau la preuve qu'ils n'ont pas grand chose à attendre du gouvernement actuel.

Loïc ALBRAN

**« critique. »**

**Bertrand Renouvin**

**LE DESORDRE ETABLI**

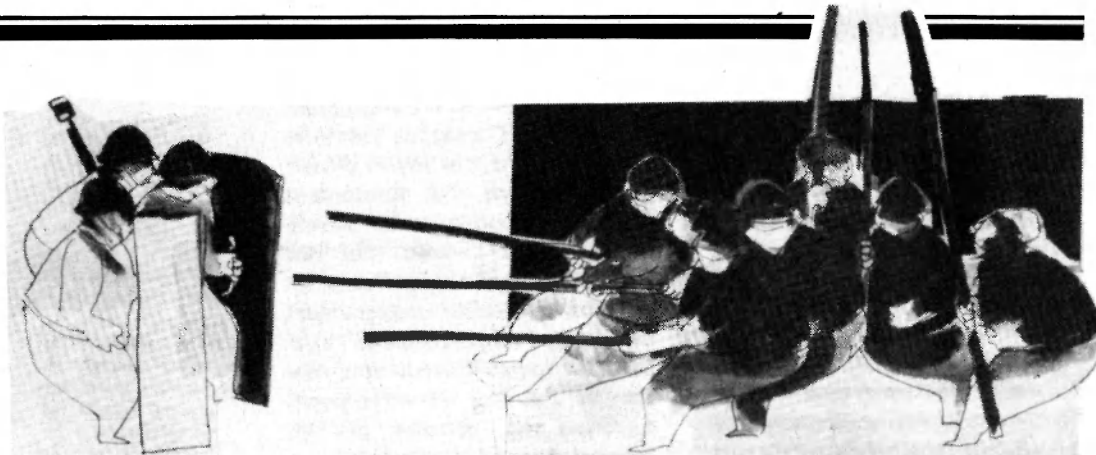
**pour mieux  
situer  
la naf.**

**30 f. FRANCO.**

**service librairie de la naf.**

**Lutter/Stock 2**

# mai retrouvé



Si les livres d'anciens combattants vous agacent, si vous avez lu cent fois l'histoire de la Sorbonne occupée, des barricades et de la réunion de Charléty, faites au moins une exception pour le livre de Jacques Baynac.

Au premier abord, rien ne le différencie de la production consacrée aux événements de Mai. Jacques Baynac est, lui aussi, un acteur et, lui aussi, il raconte comment il a vécu la révolte étudiante et la grève générale. Mais l'auteur de « Mai retrouvé » (1) est aussi un historien (à qui nous devons un excellent livre sur « La Terreur sous Lénine » (2) qui sait raconter et expliquer de façon particulièrement vivante les grandes journées du Quartier Latin : même si vous savez par cœur le déroulement des journées des 6, 13, 24 mai, vous serez, je vous l'assure, emportés par son récit.

Mieux encore : vous découvrirez des aspects méconnus, qui détruisent nombre de thèses sur le rôle des groupes d'extrême-gauche dans le développement de la révolte. Car les trotskistes de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire ou de la Fédération des Etudiants Révolutionnaires et les Maoïstes de l'U.J.C.-M.L., grands théoriciens de la Révolution, experts en stratégie, bardés de citations de Marx et de Lénine, bafouillent et se mettent régulièrement le doigt dans l'œil. La J.C.R. est débordée, la F.E.R. prêche la démobilisation en pleine nuit des barricades, les chefs maos voient dans les premières manifestations étudiantes un redoutable « complot ». En réalité, c'est une foule de jeunes inorganisés qui descend dans la rue, fait reculer les C.R.S. et crie une révolte — sa révolte à elle — trop longtemps contenue. Seul Daniel Cohn Bendit saura la comprendre et lui parler... Vraiment, il faudrait que les stratèges en chambre méditent ces pages lumineuses.

Pourtant, l'essentiel du livre n'est pas là. La véritable nouveauté de ce « Mai retrouvé », c'est l'analyse de l'action menée à Censier par le C.A.T.E. (Comité d'Action Travailleurs-Etudiants). Loin du folklore de l'Odéon et du spectacle sorbonnard, un groupe de militants qui refuse l'organisation léniniste et toute forme de bureaucratie conçoit et organise la lutte commune des étudiants et des travailleurs en grève. Jacques Baynac, qui a été l'un des animateurs du C.A.T.E. ex-

pose très précisément (grâce aux archives qu'il a conservées) les méthodes, les succès de cette « lente, patiente et minutieuse activité de liaison avec la classe ouvrière », malgré l'obstacle de la C.G.T. et le risque permanent de retomber dans l'ornière bureaucratique.

Il faut lire avec soin le récit de cette expérience, sans doute la plus riche d'une révolte contrainte et souvent contradictoire. Elle permet de retrouver l'esprit de ce mois de Mai, où les étudiants révolutionnaires ont vraiment voulu inventer autre chose que ce qui existait dans les livres révolutionnaires, où ils ont voulu,

comme le dit Alain Geismar, vivre la révolution et non pas la mourir. Peut-être est-ce là la véritable raison de l'échec de la révolte, face à un pouvoir qu'elle avait sérieusement ébranlé. Mais grâce à Jacques Baynac, ce qui a été entrepris à Censier ne sera pas oublié. Et qui sait si, dans l'avenir, nous n'aurons pas à nous y référer ?

B. LA RICHARDAIS

(1) Jacques Baynac — Mai retrouvé — Ed. Robert Laffont — En vente au journal — Prix franco : 56 F.

(2) Jacques Baynac — La terreur sous Lénine — Ed. du Sagittaire — En vente au journal — Prix franco 53 F.

## progrès ou déclin de l'homme

En dépit des progrès techniques et économiques, la dégradation accélérée de l'environnement social et physique est l'un des problèmes brûlants de notre temps. Tel est le constat de Philippe Saint-Marc dans son dernier ouvrage.

Nous n'avons guère d'atomes crochus avec Philippe Saint-Marc, ce néo-giscardien, qui déserta en pleine campagne présidentielle l'état-major de François Mitterrand pour se rallier à l'actuel président, emmenant avec lui tous les dossiers sur l'environnement qui se trouvaient à la tour Montparnasse. Actuellement, il est un des fleurons du C.D.S. de Jean Lecanuet, le maire de Rouen, la ville la plus polluée de France.

Ceci dit, à défaut d'accord politique avec l'homme, on doit reconnaître son talent. « Progrès ou déclin de l'homme » (1) constitue une suite remarquable à la « Socialisation de la nature » (2). Certes, on y trouve le couplet rituel chantant l'urbanisme à la française qu'aurait, paraît-il, mis en pratique M. Giscard d'Estaing. Mais cette scorie est négligeable comparée au travail considérable d'analyse de la détérioration du milieu de vie fait par l'auteur.

Celui-ci montre que l'Occident en général et la France en particulier connaissent un recul global du bien-être : l'accroissement des ressources individuelles étant largement contrebalancé par la dégradation de l'environnement et des conditions de vie. La pollution, le bruit lié à l'urbanisation, les migrations alternantes et quotidiennes dans les mégapoles, constituent les formes modernes de la misère. Et Philippe Saint-Marc fait ressortir que l'acquisition de nouveaux biens est impuissante à compenser la montée de l'alcoolisme, des maladies mentales, de la criminalité qui sont le lot des habitants de la ville.

En revanche, une meilleure utilisation de l'espace et du temps permettrait, à bon compte, de mieux redistribuer ceux des biens immatériels (air pur, forêts) dont l'absence est actuellement la plus cruellement ressentie. Ainsi, par

exemple, la transformation de la voie ferrée désaffectée qui traverse le XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, en « coulée verte », bouleverserait radicalement la vie des riverains.

Le livre de Saint-Marc fourmille de suggestions de ce type. Elles vont de l'utilisation de l'habitat rural abandonné, en vue de la création de villages de vacances moins onéreux que les résidences secondaires, à la décentralisation des usines en petites unités afin de diffuser au maximum la joie de décider et de créer. Enfin, et ce n'est pas négligeable, l'auteur se garde bien de prôner la « croissance zéro », source de paralysie, alors qu'il nous faut, au contraire, créer et innover pour rompre avec la situation actuelle. Bref un livre à lire et à piller.

A.F.

(1) Progrès ou déclin de l'homme — Ed. Stock — En vente au journal — Prix franco 56 F.

(2) Socialisation de la nature — paru en 1971 — Ed. Stock — En vente au journal — Prix franco 40 F.

**ROYALISTE :** Dans notre société, la revendication régionaliste est très vivace. Mais, dans le même temps, on assiste à une informatisation croissante et multiforme de la vie quotidienne. Les deux phénomènes sont-ils compatibles ?

**François PERROUX :** Les phénomènes fondamentaux, dans l'ordre politique et économique aujourd'hui, me paraissent devoir être définis en relation avec les effets de l'informatique sur l'appareil de production moderne déjà installé, sur son avenir et sur les institutions politiques et administratives. Je ne connais pas de meilleur énoncé, sur ce point, que celui de Raymond Moch, longtemps directeur du Laboratoire au Collège de France : « L'informatique est maintenant insérée d'une manière intime et irréversible dans un enchevêtrement de structures et de processus qui forment la trame même de notre économie et de notre mode de vie. » (1)

Dans cette formule dense, chaque mot porte, elle fait comprendre, entre autres enseignements, que l'informatique nous oblige à repenser la nation dans sa réalité et dans ses transformations.

L'informatique est le mode actuel du traitement de l'information. Or, chaque entreprise reçoit, transforme et émet de l'information. Les relations entre les entreprises publiques et privées ne se réduisent pas à des prix, elles sont formées des réseaux d'information. Donc, tout ce qui augmente la sécurité de l'information, sa rapidité de transmission et l'étendue de sa sphère d'influence, exerce des effets profonds sur notre vie. Je pense, par exemple, à des techniques récentes, telles les télécommunications et le branchement de banques de données sur les centres de conception et d'utilisation. La télématique, comme on dit dans le rapport que j'ai cité, exige une vigoureuse réaction des esprits. Elle devrait être un défi pour les leaders politiques et les hommes d'Etat : elle leur procure les moyens de susciter une nation solidaire et cohérente, ouverte à l'économie mondiale, sans être absorbée par elle.

Tout cela, devez-vous penser, nous éloigne de la politique régionale. Il n'en est rien. Les foyers ou centres d'information sont, en tous les cas, d'une importance cruciale. Et Georges Mathieu est

bien inspiré en transfigurant l'image de l'hexagone par des points radiants, des foyers d'énergie rayonnante, qui surmontent les liens symboliques de la solidarité et de l'amour. Sur nos nouvelles pièces de dix francs, reconstituons le double enseignement de l'artiste ! Prosaïquement, l'existence de foyers d'irradiation, denses en hommes et en moyens matériels est imposée par les formes récentes de l'industrie et des techniques.

Comme tout espace économique, la région peut être comprise dans trois optiques :

1) en tant que structure territoriale dotée d'une certaine homogénéité,

2) en tant que sous-ensemble polarisé de centres ou foyers,

3) en tant qu'ensemble d'hommes, d'agents, d'acteurs qui forment un plan et parient ensemble sur un avenir commun.

La région est, évidemment, tout cela à la fois. Mais il est une conception de la région qu'il nous faut exclure. C'est, par exemple, celle de Denis de Rougemont, qui souhaiterait morceler, découper la France, la mettre en miettes et en cantons, sous prétexte de la rendre plus européenne. A ce compte, il faut en faire autant pour l'Allemagne, au nom d'un grand passé princier.

Mais les régions sont à la fois des populations localisées et des points de densifications d'idées nouvelles et d'inventions qui se diffusent même s'il est parfois difficile de localiser l'influence des centres qui font passer des informations au-delà des frontières régionales et nationales. Ces points de densification régionaux s'articulent entre eux, à l'intérieur d'une nation.

**ROYALISTE :** Créer un pôle de développement régional, cela veut dire créer un tissu industriel extrêmement varié, avec des entreprises motrices, beaucoup de firmes sous-traitantes, et une certaine autonomie des entreprises au niveau régional. Compte-tenu de l'intégration actuelle de l'économie française dans des ensembles plus vastes, comment y parvenir ?

**François PERROUX :** Vous venez de désigner l'essentiel. Une économie nationale est inévitablement une combinaison d'entités publiques et privées, différentes les unes des autres et inégales en

## François régions, éconoc

tre elles. Il existe donc une hiérarchisation de fait, qu'il est nécessaire de transformer en une hiérarchisation bénéfique à l'égard de tous les citoyens. Il faut, par ailleurs, combiner les avantages de l'économie d'entreprises privées et d'institutions décentralisées avec ceux d'une coordination qui devient de plus en plus malaisée. Cela implique l'existence d'une autorité dont le seul nom aujourd'hui déplaît à bon nombre de nos concitoyens. Cette autorité ne peut être seulement légale, mais doit se légitimer sans cesse par son bienfait jugé par les intéressés eux-mêmes.

Et pour mieux cerner les conditions de cette légitimation, analysons un peu les différents types de pouvoir :

1) D'une part, les pouvoirs des grandes entreprises à la fois monopolistiques ou dominantes et novatrices.

2) Puis, le pouvoir des administrations, qui malheureusement tend vers une regrettable autonomie.

3) Enfin, le pouvoir politique, qui est celui du gouvernement représentant la nation.

Les relations entre ces pouvoirs consistent en réseaux d'information. Mais on peut dire, à l'inverse, que tout réseau d'information entre sujets inégaux comporte un certain pouvoir, et, plus précisément, un pouvoir d'organisation. Quelle est donc la place de la région dans ce cadre d'analyse ?

L'étude de la régionalisation en France a été amorcée dès la Libération, pour ne pas parler de travaux plus anciens. Ainsi, Jean-Marcel Jeanneney, après la guerre, a animé une commission qui a dessiné le projet des vingt et une régions françaises. Ces nombreuses régions ont longtemps été la base essentielle des méditations sur le sujet.

Puis, sont intervenus, peu à peu, de nouveaux organismes d'étude et de réflexion. Les

Les lecteurs  
connaissent bien le p  
économiste de  
qui s'est exprimé plusie  
Nous lui avons  
d'éclaircir les rapports  
en tenant compte de la



deux principaux semblent être : la D.A.T.A.R. et le Commissariat Général au Plan.

A la D.A.T.A.R. (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) fait pendant le Service Régional et Urbain du Commissariat au Plan. Ce sont des organes de conception et de préparation de l'action en matière régionale. Leurs interventions sont éclairées par des services d'étude. J'en retiens deux :

— le groupe d'analyse macro-économique GAMMA, animé par Raymond Courbis, un des premiers spécialistes en matière d'économies régionales, interprète les

# Perroux : mie et pouvoir

de Royaliste  
esseur François Perroux,  
putation mondiale  
s fois dans nos colonnes.  
emandé cette fois  
ntre économie et région  
volution de l'informatique.



statistiques et prépare des modèles d'action ;

— les services spécialisés de l'I.N.S.E.E. (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques), qui présentent la comptabilité régionale et des programmes détaillés d'action régionale.

Ces études, capitales, ne sont pas assez connues.

Raymond Courbis a présenté un tableau à double entrée de l'économie nationale en dix branches et cinq grandes régions. Que deviennent alors les vingt et une régions ? En fait, elles ne tenaient pas assez compte des réalités

industrielles ; on ne peut mettre sur le même plan des régions contenant de grands centres industriels, et des régions qui n'en ont pas. Conformément à l'interprétation que j'avais proposée à Harvard dès le début des années 1950, il a donc fallu tenter de concilier la réalité de la population localisée avec celle des espaces d'influence.

De là, la prise en compte de cinq grandes « régions » :

- la Région parisienne,
- le Bassin parisien,
- la France de l'Est et du Nord,
- le grand Delta (Rhône-Alpes, Provence, Languedoc),
- et enfin, la France de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Ainsi a-t-on pu commencer l'étude du contenu de ces grandes régions, et des rapports qu'elles entretiennent entre elles.

**ROYALISTE** : Est-ce que la division de la France en cinq grandes régions ne risque pas de provoquer la polarisation des activités industrielles sur quelques énormes métropoles d'équilibre, au détriment des arrière-pays ?

François PERROUX : Voilà encore une question fondamentale. Vous avez fait allusion à l'hexagone, avec cinquante trois millions d'habitants d'une part, et de l'autre, au mouvement de densification réalisé très inégalement. Certaines régions se vident, relativement, au profit des points d'agglomération et de concentration. Ce mouvement caractérise l'industrie contemporaine. Va-t-on l'accepter ou, au contraire, l'organiser de façon qu'il y ait des avantages nets pour tous, dans le mouvement de cette grande transformation ?

Nous touchons là, en fait, un des aspects essentiels des rapports entre industrie et agriculture. La première doit être mise au service de la seconde. C'est d'ailleurs ce qui est attendu et espéré dans l'ensemble de l'univers, qu'il s'agisse de pays développés ou sous-développés.

En France, le problème est aigu et actuel, puisque nous sommes moins industrialisés que nos voisins, et que, dans le même temps, notre agriculture est en pleine transformation. Ce qu'on observe communément, c'est une tendance à la mainmise de l'industrie sur l'agriculture. Or, il faudrait parvenir à inverser, peut-on dire, le mouvement : les intérêts agricoles devraient être reconnus et servis par l'industrie, qui mettrait à leur disposition les techniques de pointe, de façon à moderniser l'agriculture, à améliorer la qualité des cultures et de l'élevage, et à transformer certains produits agricoles par les meilleurs procédés.

Comment rendre efficaces les apports de l'agriculture associés avec les industries d'amont (machines, engrais) et d'aval (conserves, industries à matières premières agricoles, telles que le bois et le cuir) ? Aujourd'hui, l'agriculture a le plus grand mal à s'insérer, d'une façon un peu désordonnée, dans les processus industriels, et sans que l'égalité entre les parties soit satisfaisante. Les inégalités ne peuvent être redressées que par un pouvoir politique, représentant l'intérêt général et respectueux de l'économie décentralisée. A ce sujet, n'attendons pas trop tôt et trop de choses du Parlement européen, à qui je souhaite « encore plus » de sagesse et d'information qu'il n'y en a dans les Parlements nationaux. La nouvelle politique industrielle et agricole ne doit pas davantage être pensée dans la perspective de la disparition de la nation que dans celle du pouvoir politique. Celui-ci sera, demain, impérieusement requis lorsque les points de densification, dans notre hexagone, seront confrontés à d'autres centres industriels européens. Pensons à la Lorraine face à la Ruhr. Pensons à des régions qui seraient mises en relation par la liaison mer Méditerranée-mer du Nord.

**ROYALISTE** : L'autorité politique par excellence est, bien sûr, l'Etat. Mais les Conseils ré-

gionaux n'ont-ils pas aussi un rôle à jouer ?

François PERROUX : Les techniques modernes, telle l'informatique, contiennent des possibilités étendues soit d'hyper-centralisation, soit de décentralisation. Elles éveillent donc l'inquiétude et l'espoir de toute une partie de la nation. Mais l'organisation cohérente de sous-ensembles régionaux dans l'ensemble national rend, elle, périmée la vieille idée jacobine de relation directe entre l'Etat et des millions d'individus isolés. C'est dans cet esprit que doit être pensée la nouvelle politique industrielle. Autant il est peu raisonnable de chercher à procéder à un saupoudrage industriel et à démanteler systématiquement les pôles industriels existants, autant il est nécessaire de faire bénéficier les régions moins favorisées de la création d'activités nouvelles.

J'accorde une attention toute spéciale aux activités de liaison et de jonction.

Le développement économique, en effet, a toujours obéi à des lois de jonctions de techniques et de liaisons inter-territoriales. Faisons donc en sorte que l'expansion des ensembles industriels déjà existants (régions parisienne, lyonnaise et marseillaise, Nord, Lorraine) bénéficient aussi aux autres régions, où, par entraînement, seraient établies certaines activités tertiaires et où certaines industries appropriées seraient implantées compte-tenu de l'environnement et de nouvelles infrastructures réalisables. C'est à ce niveau que doit intervenir le plan national. A cet égard, le Conseil Central du Plan, composé du Président de la République, du Premier Ministre, des Ministres des Finances et du Travail et du Commissaire Général au Plan, devrait permettre d'harmoniser les vœux des régions avec ceux de la nation toute entière.

Propos recueillis par  
Arnaud FABRE

(1) Documents contributifs au rapport S. Nora et A. Minc.

## œuvres de F. Perroux

**Les Techniques quantitatives de la planification** — Ed. Presses Universitaires de France, Paris, 1965 — Trad. : grecque, espagnole, roumaine, japonaise (en cours).

**Unités actives et mathématiques nouvelles** — Révision de la théorie de l'équilibre économique général, 1975. Préface d'André Lichnerowicz, Collège de France — Dunod, Collection Finances et Economie appliquée, Directeur H. Hierche.

**L'Economie du XX<sup>e</sup> siècle** — Ed. Presses Universitaires de France, Paris, 3<sup>e</sup> édition augmentée, 1969 — Trad. : espagnole, italienne, allemande, portugaise.

Durant la nuit où Paul VI mourût, tandis que fiévreusement les journalistes des radios tentaient de se mettre au diapason de l'événement, j'interrogeais la sourde rumeur de la ville. Comment résonnaient ces mots dans l'opacité des cœurs ? « Souverain Pontife », « Sacré Collège », « Saint Père », tout ce sacré-saint bazar quand même, ce qu'ils pouvaient s'en foutre ces jeunes attablés, rigolards, jouisseurs de la moiteur de l'été. Ressorti pour manger un morceau dans un quartier encore animé, je communiquais la nouvelle au garçon. « Le pape, ah bon ». Ses yeux étaient aussi expressifs que les deux œufs-plats qu'il me servait. Ça lui faisait aussi chaud que le rhume des foin du Dalai-Lama... Rentré chez moi, je songeais à la « lecture » qu'un intellectuel du soupçon pouvait faire de cette mise en scène romaine, de son appareil. Pierre Legendre : « A cet égard, l'Eglise latine, musée vivant des plus hautes traditions dont est issu le texte européen, indique un certain point-limite dans le simulacre des abolitions, à l'instar des vieux Etats qui ne peuvent jouer sur tous les tableaux à la fois. Poussée par des politiques contraires et travaillée par l'ignorance de son mythe centraliste, elle utilise encore les célébrations naïves du pouvoir impeccable et omniscient. L'épiphanie du pouvoir incarné, coiffé et costumé, montrant à l'univers l'insigne irréfutable du souverain signifiant, est une technique institutionnelle éprouvée, tout aussi efficace dans le cas de l'organisation apostolique qu'elle pouvait l'être pour le grand Moghol... » (1).

De fait, comparés, le Pape sur sa sedia gestatoria, entouré de gros plumbeaux blancs et le grand Moghol aussi hiératique sur son éléphant, évoquent le même appareil d'un pouvoir écrasant comme échu à un homme-dieu que les gens d'en-bas se doivent de considérer dans une amoureuse adoration.

#### LES FASTES D'HIER

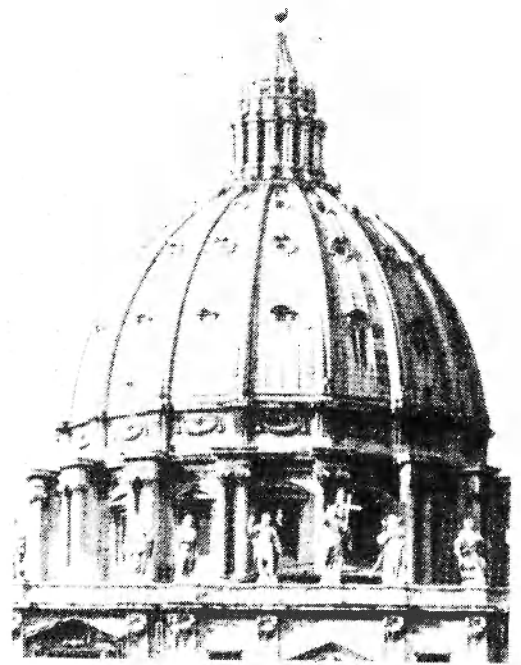
Ainsi, le garçon de café et l'intellectuel se retrouvaient dans une commune incrédulité, indifférente d'un côté, délibérément sadique de l'autre. Incompréhension ou tentative de démythologisation, signe d'une cassure entre deux mondes. Et ce n'était pas le lyrisme journalistique des grands jours qui pouvait colmater la brèche. Evidemment, ils en redemandaient nos grands reporters, du faste, de la pourpre, du Michel Ange et de la pompe romaine. On mendiait la nostalgie, on filmait en direct une production qui, pour une fois, gommait le toc hollywoodien. Le pape défunt voulait simplifier ? Il y a eu beaucoup de simplification depuis trente ans. Jusqu'où faudrait-il aller ? Sujet de querelle infini. Les journalistes n'ont peut-être pas tort de s'inquiéter. Car, à suivre certains, le Vatican finirait par se retrouver dans une tour de la Défense avec

hôtesses d'accueil et fonctionnaires énarchisés. Je ne puis à ce propos m'empêcher de citer un texte de Jacques Maritain qui, au moins, ne manquait pas d'humour et savait faire la part des choses : « S'agit-il du culte, dans les basiliques romaines en particulier, j'entends bien que l'étonnant fatras hérité de la Renaissance a commencé de quitter pour toujours les cortèges solennels et les grandes cérémonies. Disparues déjà les longues traînes des cardinaux, ainsi que les caudataires qui en soutenaient le bout. (Ne nous suggéraient-ils pas, pour réjouir notre œil, à la fois une haute dignité passagère et la queue des quémanteurs de tout dignitaire tire après soi ?) Disparus aussi, ou à disparaître, les traînes « ligottées » que les chanoines de Saint-Pierre tenaient en boudin sous le bras, et les pompons de leur ceinture et de leur barrette, et leur fourrure d'hermine et les boucles d'argent de leurs escarpins, et leur mantille pourpre par dessus le rochet (qui lui-même finira par sembler trop joli avec ses manchettes de dentelles). J'avoue regretter la fort sage drôlerie de tout cela qui, pendant longtemps, grâce au plaisir des yeux, avait su entretenir à l'égard de l'appareil de la religion, dans le bon peuple de Rome et dans celui des pèlerins de la Ville éternelle, le sens du respect tout ensemble avec celui de la jovialité.

Aujourd'hui, c'est le rituel de la science, avec l'énorme féerie de ses machines et le pompeux accoutrement de ses cosmonautes qui a passé sous la coupe de Guignol. Mais qui s'en aperçoit ? Nous ne respectons plus grand chose, et du même coup la jovialité comme la gaieté nous ont quittés » (2). Sur les restes du carnaval sacré à quoi s'accrochaient nos média il est permis de penser qu'il y a ambiguïté. Ce n'est plus la malice d'un vieux peuple de chrétienté qui les révere mais le goût des fêtes chamarrées du passé que les esthètes admirent par contraste d'avec la grisaille quotidienne du design. Le mot « sacré » prononcé sans retenue me cause un égal malaise. Expression de l'étrange, d'une vague et douteuse transcendance, cela nous met à mille lieues de l'Evangile où tout a commencé et où tout devrait se retrouver. Mais justement c'est le drame d'aujourd'hui, vécu douloureusement par Paul VI. Jean-Paul I<sup>er</sup> n'y échappera pas.

#### FEU LA CHRETIENTE

Ce n'est pas de Vatican II que date le constat de la désaffection du vieux monde chrétien à l'égard de la foi. Toute la pensée d'un Emmanuel Mounier s'est développée à partir de ce sentiment qu'une étape avait été franchie, qu'il convenait d'en prendre son parti pour envisager des rapports nouveaux entre l'Eglise et un monde jaloux de son autonomie. Le maître direct de Paul VI, Jacques Maritain, avait été le premier penseur chrétien à établir



d'une façon rigoureuse l'itinéraire historique de la dissociation de la Chrétienté et l'approche nouvelle que les chrétiens devaient envisager à l'égard de la civilisation moderne et laïque. C'est pourquoi, on ne s'étonne pas de voir Paul VI reprendre à son compte ces analyses dans le document le plus précieux de son pontificat, l'encyclique *Ecclesiam suam*, véritable charte de son action qui éclaire les aspects essentiels de sa pensée et le sens des principaux actes de son gouvernement. « L'Eglise, comme chacun sait, écrivait Paul VI, est entourée d'une partie du monde qui a subi profondément l'influence du christianisme et l'a profondément assimilé, si bien qu'elle ne s'aperçoit souvent pas d'être beaucoup plus qu'elle ne croit débitrice au christianisme de ce qu'elle a de meilleur, mais, par la suite, elle s'est distinguée et détachée durant ces derniers siècles du tronc chrétien de sa civilisation... » (3). Evidence aveuglante ? Certes mais dont les conséquences pèsent singulièrement sur la manière d'être de l'Eglise. Tant qu'elle était le centre visible du monde tout s'ordonnait à elle. *Mater et magistra*, mère et maîtresse elle dirigeait impérieusement ; soumettait les consciences, dictait aux législateurs l'esprit des lois. Ses désirs étaient des ordres. Son autorité, souveraine. Mais maintenant qu'elle ne se confond plus avec la société civile, que l'Etat entend jalousement garder son autonomie, que les institutions vouées à la pensée développent leurs orthodoxies et morales concurrentes ? Que fera l'Eglise ? Paul VI répond d'un mot lapidaire : *L'Eglise se fait conversation*. C'est un choix délibéré qui exclut deux attitudes extrêmes. Le repliement sur soi loin des bruits du monde et à l'opposé l'esprit de conquête qui viserait à établir un pouvoir théocratique coercitif.

« Il nous semble, au contraire, que le rapport de l'Eglise avec le monde, sans se former à d'autres formes légitimes, peut mieux s'exprimer sous la forme d'un dialogue, et d'un dia-

# de paul VI à jean-paul I<sup>er</sup>

logue non pas toujours le même; mais adapté au caractère de l'interlocuteur et aux circonstances de fait... Ceci est suggéré par l'habitude désormais répandue de concevoir ainsi les relations entre le sacré et le profane, par le dynamisme qui transforme la société moderne, par le pluralisme de ses manifestations, ainsi que par la maturité de l'homme, religieux ou non, rendu apte par l'éducation et la culture à penser, à parler, à soutenir dignement un dialogue. » La dialogue a ses règles, il ne saurait être faiblesse vis-à-vis des engagements de la foi pour aboutir à un compromis ambigu avec des formes de pensée et d'action inacceptables. Pourtant, il implique, à bien des égards une attitude radicalement neuve de l'Eglise à l'égard de ce monde moderne avec lequel Pie IX dans son *Syllabus* refusait solennellement de se réconcilier. Contradiction, rupture de tradition? Certains ne se sont pas fait faute de les dénoncer. Encore faut-il prendre l'exacte mesure de la « nouveauté ».

## LE DIALOGUE DE PAUL VI

Incontestablement, et le passage précédemment cité l'atteste avec force, il y a une différence entre Pie IX et Paul VI dans l'appréciation du monde profane que le second valorise singulièrement par rapport au premier prompt à l'anathémiser. Pour mesurer la nature de la différence, le passage par Maritain et Mounier est indispensable dans la mesure où le glissement dialectique s'est opéré par eux. Comme Athènes et Rome ont préparé les voies du christianisme, pourquoi la civilisation moderne technique et les civilisations non occidentales ne prépareraient-elles pas les voies du royaume de Dieu? C'est en substance leur pensée. Mounier : « *L'histoire et les civilisations sont comme un sacrement collectif du Royaume de Dieu... les civilisations aussi, non consacrées, ne sont qu'un peu de pâte friable, mais*

par  
gérard  
leclerc



même alors, une sorte de crainte révérencielle nous empêche de les prendre à la légère car elles ont la forme de ce qui est fait pour être consacré » (4).

Le dialogue a toujours pour but la consécration du monde, mais il y a comme déjà présentes en ce monde des forces quasi-naturellement orientées à cette consécration. Dans le christianisme, peu ou prou cette vision plus appréciative des civilisations, plus humaniste, a toujours coexisté avec une vision plus pessimiste, augustinienne, qui tend à discerner plutôt ce qui relève du prince de ce monde dénoncé dans l'Evangile. Paul VI s'est inscrit dès le départ dans le courant humaniste admirateur à la modernité, voué de tout son cœur, à la rencontre de ce qu'il pouvait y avoir d'admirable dans la civilisation d'aujourd'hui avec l'Evangile. D'où le dialogue, partout où il pouvait. Dialogue avec l'Assemblée des Nations Unies et toutes les organisations internationales comme expert en humanité conversant avec des hommes sincèrement attachés à la cause de la paix. Dialogue avec les continents neufs : d'où ses voyages en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Dialogue avec les religions non chrétiennes d'où la création d'un organisme spécial à la curie romaine. Dialogue avec les non-croyants, création d'un secrétariat à cet effet. Dialogue œcuménique avec les religions chrétiennes...

## DES LARMES ... AU SOURIRE

Il est trop tôt pour faire le bilan de l'œuvre de Paul VI. La sérénité n'a pas entouré les derniers moments du pontificat. Traditionnalistes et progressistes se sont montrés également mécontents de lui. La rébellion de Mgr Lefebvre la mort de son ami Aldo Moro ont jeté des ombres dramatiques sur un destin pourtant consacré par les acclamations d'un concile. Faut-il dire que Paul VI a découvert expérimentalement le caractère crucifiant et dramatique d'un dialogue qu'il voulait confiant, serein et optimiste? Que le monde n'a pas répondu à son attente, qu'il s'est révélé beaucoup moins disposé à la consécration chrétienne que J.-B. Montini ne l'escomptait? C'est mon sentiment personnel. Il m'est arrivé de dire que si Paul VI avait été moins influencé par Maritain, la lecture de Nietzsche et de Dostoïevski eût pu lui donner une toute autre vision du monde moderne, dont le nihilisme lui eût paru dangereusement menaçant. La maldone était aussi dans la constitution conciliaire « *Gaudium et spes* ». Les « experts » auteurs de ce texte avaient été à la même école « démocrate chrétienne » déjà terriblement datée. On avait

espoir de trouver un terrain d'entente très vite, d'inventer ensemble les moyens universels du progrès des peuples. L'attente a été vaine à mesure que les égoïsmes se renforçaient, que le matérialisme jouisseur gagnait invinciblement, que la volonté de puissance capitaliste se moquait éperdument de l'esprit évangélique, que le socialisme et le tiers-mondisme confortaient le totalitarisme indélébile de ce siècle.

Et puis Paul VI avait bien pu faire son deuil de la chrétienté. L'expérience révélerait que les lambeaux qui en restaient lui tenaient fort à cœur. La patrie italienne concordataire rebelle au divorce et à l'avortement? Ce lui était un déchirement de la voir s'abandonner aux démons de la morale commune d'un monde indifférent à la loi du Christ. Il n'est pas si facile de rester intégralement fidèle, comme le voulait impérativement le pape, lorsque la société ambiante ne partage pas votre foi.

Ce n'était pas sa faute à lui, Paul VI, si la civilisation se précipitait dans la pire des directions. De toutes ses forces, il eût voulu lui proposer le dialogue du salut. Passionnément, il eût aimé qu'une conversation décisive gagne à l'Evangile la masse des hommes de ce siècle. Les progressistes, du moins ceux qui n'avaient pas sa rigueur doctrinale, eussent voulu un plus exact alignement sur les convictions mondaines. Peut-être avait-il été trop optimiste au début de son pontificat en affirmant « *qu'il ne s'agit plus d'extirper de l'Eglise telle ou telle hérésie déterminée ou certains désordres généralisés — grâce à Dieu il n'en règne point au sein de l'Eglise* ». A de nombreux égards, le christianisme chez beaucoup va se dissoudre en un vague humanisme. Par ailleurs, les intégristes semblaient absolument inconscients de l'état du monde... Impossibles contradictions.

Ce que fera Jean-Paul I<sup>er</sup>, ce n'est pas à nous de le dire, ou de le deviner. Indépendamment de toutes les supputations, il s'affirme sans vain discours idéologique du côté des pauvres. Le fils du souffleur de verre ressemble-t-il au fils du facteur de Riese, son prédécesseur à Venise et à Rome? Non pas parce qu'il donnerait, comme on dit, le coup de barre à droite, mais parce que sans le savoir comme les humbles, il serait du côté des saints qui rayonnent la beauté intérieure de l'Evangile, la seule qui puisse émouvoir un monde pire qu'hostile, indifférent. Ce petit homme, la calotte de travers a un air de ressemblance avec le père Brown de ce Chesterton qu'il admire tant. Alors si la foi retrouve aussi son sourire...

Gérard LECLERC

- (1) Jouir du pouvoir — Les Editions de Minuit.
- (2) Jacques Maritain — *De l'Eglise du Christ* — Desclée de Brouwer — 1970.
- (3) Paul VI — *Ecclesiam suam* — Le Seuil — 1964.
- (4) Emmanuel Mounier — *Feu la chrétienté* — Le Seuil — 1950.
- Cf. aussi Jacques Maritain — *Humanisme intégral* — Aubier — 1936.

# l'étranger dans la ville

Ce roman de tristesse, d'échec, faut-il dire qu'il est tout entier du désespoir ? On ne l'ose. Le dénouement brutal s'estompe sous le sourire pâle de la mort. Une aube nouvelle n'efface pas le terrible secret de la nuit. Le jour peut briller de la phosphorescence du cœur invisible d'une vie sans fin. Il est permis de rêver même s'il est difficile de s'arracher à des pensées qui ne sauvent pas.

Le titre dit tout : étranger. Un « soldat perdu » dans une ville qui a un nom mais qui pourrait être n'importe laquelle. Elle participe de la même atmosphère décolorée, de la même insignifiance que l'universelle coque urbaine qu'est devenue la terre. Anhistorique aussi, c'est ce qui touche le plus ce soldat expulsé de sa part d'histoire, vaincu, sadiquement invité aux dérisoires commémorations de sa déchéance. La ville ne peut être que spectrale, réfractée par le regard intérieur d'un étranger. Ce sentiment à l'égard du monde était déjà chez le personnage de Camus. Parenté qui s'explique puisque Jean-Pierre Hollender a ouvert les yeux sur les mêmes rivages. Mais à ce regard introverti n'échappe nul détail du quotidien, même le plus sordide. Tout lui est laid, mesquin, nauséux. Comme dirait « Iris », ce monde est décidément pourri.

Rencontre invraisemblable entre l'ancien baroudeur et la petite hippie. L'un et l'autre ont en commun de refuser la société, le fric, la vie idiote, bien que tout semble les opposer, leur langage, leur manière d'être, leur

esthétisme. Mais paumés ensemble, révoltés. Il y aura des étincelles, des incompréhensions, qui n'empêcheront pas un bout d'aventure.

Elle est bien typée la petite Iris. Sauvage, décomplexée, épouvantablement snobinarde, enlisée dans ses lieux communs, conventionnelle à force de se vouloir libérée. On connaît trop la musique. Insupportable mais émouvante de sa fragilité, de son désir d'innocence. La fin d'un monde, c'est bien la rencontre de ces deux-là. Mais le tragique c'est qu'on ne les voit féconder nul avenir. La seule chance : la rencontre de deux solitudes, de deux désenchantements. Cela fait-il une idylle ?

Pour finir, c'est le drame, peut-être un peu « deus ex machina ». On l'a vécu dans cette région lors de l'incendie du dancing, un soir d'automne. « Iris » mourra asphyxiée, mais un sourire flottera sur ses lèvres de femme-fleur. Un sourire d'enfant.

G.L.

Jean-Pierre Hollender — L'étranger dans la ville — C.E.L. éditeur — En vente au journal — Prix franco 48 F.

nouvelle parution :

## le cahier royaliste n° 5

Au sommaire :

- Visages de la monarchie par G. Leclerc.
- Le syndicalisme révolutionnaire par B. Renouvin.
- André Malraux par G. Leclerc.
- La guerre d'Espagne par B. Renouvin.
- Défense de l'Occident par G. Leclerc.

Prix franco : 13 F.

Commandes à adresser au journal.

# l'abri côtier



Petit Fort-Philippe, côté plage. Laurence semble amère ; elle flâne, seule, sur la jetée qui s'enfonce dans la mer du Nord. Elle rêve d'une escapade sans fin car à quinze ans, on aimerait percer l'horizon et croquer la pomme. Pourtant, elle sait qu'il lui faudra faire demi-tour ; loin devant, l'estacade s'est effondrée.

Laurence sourit au vent du large et son regard plein d'espoir couvre la plage désertée, où patagent les innocents d'un centre aéré, radieux aujourd'hui, irradiés demain —, où des pêcheurs en deuil se souviennent qu'ils furent pêcheurs. Une plage en peau de chagrin, où les lagunes perdent leur douce profondeur, où l'estran disparaît avec les marées à l'amplitude toujours plus forte, avec les vagues roulant toujours plus loin, jusqu'au fief de l'énergie maudite : la centrale de Gravelines.

La forteresse paraît inexpugnable ; d'abord, premier rempart pour contrer la mer, un long

et imposant talus de sable ; puis, après un large fossé à découvert, une double haie de barbelés, pour décourager la curiosité légitime des « gens de la terre ». « Cables électriques, ne rien enfoncer dans le sol ! », chevaux de frise, projecteurs, chemin de ronde, toute approche est interdite : « Ils » veillent... Derrière se dressent des tours infernales, des grues prises de vertige, des donjons de béton pour retenir l'atome, pour l'enfermer, pour l'an 2000.

C'est là où travaille le père de Laurence, pour quelques années encore car la centrale ne sera pas achevée avant trois ans... à moins que son contrat ne soit pas renouvelé. Les emplois sont menacés, certaines équipes en grève protestent à l'entrée du chantier.

Mais Laurence n'ose pas imaginer un nouveau départ ; elle espère ce sursis car demain, l'été ne s'arrêtera plus à Gravelines.

Didier DELILLE

## images aoutiennes

Déposant sa pomme rouge sur le sol, le gamin noir s'agrippe à la poubelle plus haute que lui. Se hissant à basculer, tête la première, dans le magma déjà nauséabond. Avec une obstination sans hargne, la tête en bas, les pieds en l'air, il brasse de ses petites mains la masse du contenu.

Le voici qui en extirpe deux paquets de yoghourts

que l'épicier local vient de jeter. Qu'importe la date de fraîcheur, le jeune noir sort de la poubelle, ramasse sa pomme, et tout heureux de sa trouvaille, repart en croquant le fruit entamé.

Ouagadougou ? Nouvelle Guinée ? Non. Paris quinzisième. Réalité d'un jour d'été !

Pierre BOIELDIEU

## reliez votre collection

Véritable instrument de travail, votre collection de ROYALISTE n'est utilisable que si elle est d'une consultation pratique. Nous mettons à votre disposition une reliure à tringles, recouverte de toile bleu-roi, frappée au dos de notre sigle en doré. Chaque reliure permet de contenir une cinquantaine de numéros du journal.

Format extérieur 26 x 33 cm (épaisseur 11 cm), fournie avec 52 tringles chacune. Il existe des reliures avec inscriptions Nouvelle Action Française et d'autres avec Royaliste. Précisez vos désirs à la commande.

Prix de vente : 35 F (franco 43 F).

# adhérez à la naf !

Beaucoup de nos lecteurs pensent qu'il suffit de s'abonner à Royaliste pour être un nafiste à part entière. Eh bien non ! Pour concrétiser vraiment son accord avec les idées fondamentales de la N.A.F. il faut aussi adhérer au mouvement.

Pourquoi ? D'abord parce que l'adhésion formalise un accord intellectuel et nous permet à la fois de mesurer notre force et de mieux connaître ceux à qui nous pouvons faire confiance. Ensuite, parce que les cotisations régulières des adhérents assurent l'auto financement du mouvement et garantissent notre indépendance et notre fonctionnement correct. Enfin parce que seuls nos adhérents peuvent être complètement informés (par la « Lettre aux adhérents » mensuelle) sur de nombreux sujets plus confidentiels qu'il nous est impossible d'exposer totalement dans les colonnes de Royaliste.

Matériellement adhérer consiste à approuver puis signer un formulaire de déclaration fondamentale sorte de charte où sont réunis et résumés les principes politiques minima indispensables à l'accord avec notre mouvement.

Tout adhérent s'engage à verser régulièrement des cotisations. Ces cotisations ont pour but d'assurer au mouvement un budget stable parce que garanti par des versements réguliers. Pourquoi cette aide pécunière ? Si nous tenons à assurer à chacune de nos publications un équilibre financier propre, un certain nombre de frais supplémentaires ne sont pas couverts par nos recettes de vente et d'abonnements (loyer et frais de fonctionnement du siège central, édition de tracts, affiches, etc.).

La cotisation est mensuelle, fixée à 2 % du revenu avec un minimum de 5 F. Les personnes qui le désirent peuvent remplacer le versement mensuel par une cotisation trimestrielle ou annuelle.

Alors, si vous voulez vraiment faire partie de la N.A.F., si vous voulez nous aider, si vous voulez être complètement informés : Adhérez à la N.A.F.

Les demandes d'adhésions sont à votre disposition, il suffit de nous écrire.

Yvan AUMONT

### TOULON

Session d'information et de réflexion organisée les 7 et 8 octobre sous la direction de Bertrand Renouvin.

Pour avoir le programme exact et tous renseignements sur le lieu et l'horaire, il suffit d'écrire à N.A.F. Toulon - B.P. 612 83053 Toulon-cedex.

### EXPOSITION BERNANOS

Actuellement à la Bibliothèque Nationale et jusqu'au 29 octobre, se tient la première exposition d'importance consacrée à Bernanos. Elle replace l'homme et l'écrivain dans son temps, mais elle cerne aussi les composantes spirituelles et culturelles de l'œuvre du grand écrivain.

Bibliothèque Nationale, 58 rue de Richelieu, Paris 2<sup>e</sup> - Tous les jours dimanche et mardis compris de 10 h à 18 h.

### MERCREDIS DE LA N.A.F.

Reprise des conférences (entrée libre) le mercredi 20 septembre avec Bertrand Renouvin « L'affaire Boussac, libéralisme et politique industrielle ».

A partir de 19 h, dans les locaux du journal, 17 rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, discussion libre autour du buffet (participation aux frais).

A 20 heures début de la conférence.

## bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) \*

(\*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

Avec la rentrée, les Français retrouvent les difficultés quotidiennes et les sombres perspectives d'une crise dont ils ne voient pas la fin, lit-on un peu partout. Cela n'empêche pas la classe politique d'exprimer chaque jour sa satisfaction.

Dans l'opposition, M. Fabre est évidemment très content de l'importante mission que le Président lui a confiée. Au Parti socialiste, on est ravi des élections partielles dans le Gers et dans le Nord, qui permettent d'oublier la défaite du printemps dernier. Et si le Parti communiste a perdu 7 % de ses voix dans le Pas-de-Calais, il annonce fièrement qu'il va reconsidérer son attitude pendant la période stalinienne et réétudier les leçons du XX<sup>e</sup> Congrès. Avec un peu de chance, il dénoncera les crimes de Khrouchtchev et réhabilitera Soljénitsyne dans vingt ans.

#### SERENITE

Mais c'est le gouvernement qui donne le spectacle de la plus belle assurance. M. Giscard d'Estaing, en particulier, fait preuve d'une parfaite sérénité. Il est vrai qu'il rentre de vacances passées en Afrique, comme n'importe quel P.D.G. Qu'importe si, lui parti, c'est l'Etat qui s'absente... Les responsables de l'économie témoignent de la même tranquillité et passent leur temps à rassurer ceux que certains chiffres pourraient inquiéter. Les prix ont doublé en huit ans et l'inflation atteint 1,2 % en juillet? Mais M. Barre nous a bien expliqué qu'il ne fallait pas confondre l'inflation et la hausse des prix. Il y avait le mois dernier, plus de 1200000 chômeurs? Mais M. Barre nous somme de distinguer le chômage et la demande d'emploi, tandis que M. Giscard d'Estaing note avec satisfaction qu'il y a beaucoup d'offres d'emploi dans la République du Centre-Ouest.

Subtils distinguos qui permettent d'oublier la situation de la sidérurgie, du textile, des chantiers navals, et tous ces hommes et ces femmes qui se désespèrent de ne plus payer leurs dettes, de devoir quitter leur pays, et qui, tout à coup se sentent inutiles, méprisés, exclus. Sont-ils inconscients ou cyniques, ceux qui nous gouvernent? Quelle que soit la réponse, les résultats sont là, consternants, révoltants.

Soyons justes, il y a tout de même de bons chiffres : ceux du commerce extérieur grâce à la chute du dollar, et ceux des valeurs mobilières qui ne cessent de grimper. Etrange, tout de

## la razzia



par  
bertrand  
renouvin

même, cette bonne santé boursière alors que, chaque semaine, nous apprenons une nouvelle catastrophe industrielle. Regardons-y de plus près :

Depuis le vote de la loi imposant les plus-values réalisées sur les valeurs mobilières, les entreprises avaient beaucoup de difficultés à trouver des actionnaires nouveaux et à procéder à des augmentations de capital : d'une part parce que la loi était en elle-même dissuasive, d'autre part parce qu'elle ne tenait pas compte de la dépréciation monétaire. Il fallait donc trouver le moyen d'attirer à nouveau les épargnants sans pour autant supprimer, pour ne pas perdre la face, la loi sur les plus-values.

#### OU TROUVER L'ARGENT ?

Aussi le gouvernement a-t-il fait voter une nouvelle loi, qui autorise les actionnaires créant ou développant un patrimoine à déduire 5000 francs sur le montant des actions achetées. Cette loi est apparemment séduisante. Mais elle détruit toute participation de l'épargnant au développement de l'entreprise. Il ne s'agit plus d'une contribution volontaire et réfléchie au financement d'une activité, avec le risque qu'elle comporte. Il n'est plus possible de sanctionner la mauvaise gestion d'une entreprise par la vente d'actions, puisque l'actionnaire qui se débarrasse de ses titres est pénalisé par la loi sur la plus-value. C'est simplement la fuite devant l'impôt que l'on encourage.

Encore faut-il connaître les itinéraires de cette fuite, qui sont d'une redoutable complexité : ou bien le

contribuable estime la valeur d'entrée d'une action dans son portefeuille au plus haut cours de 1978, ou bien il l'estime au cours moyen de l'année 1972 ; comme il lui faut réoéter la même opération pour les actions de chaque société, il est impossible que l'actionnaire moyen s'y retrouve. Heureusement, le gouvernement lui offre maintenant un moyen simple d'acheter des actions et de déduire de sa feuille d'impôts les fameux 5000 francs : cela s'appelle les « SICAV Monory ». Ces nouvelles sociétés d'investissement à capital variable permettent à l'épargnant de placer de l'argent dans un gros portefeuille géré par ces sociétés. Les premiers n'ont plus de soucis, et les secondes drainent une masse d'argent considérable, sans payer d'impôts. Car en jouant sur la valeur d'entrée en portefeuille (celle de 1972 est 60 % plus élevée que celle de 1978, et le cours le plus élevé de 1978 est artificiel puisqu'il résulte des achats massifs d'actions par les SICAV) les SICAV pourront faire apparaître une perte puisqu'il est évident que les valeurs mobilières retrouveront dans les prochaines années un cours normal. Belle opération n'est-ce pas? Reste à en indiquer les conséquences :

#### MAIN BASSE SUR L'EPARGNE

— d'une part, les groupes financiers augmentent leur puissance sans risques ni difficultés, grâce aux astuces légales et quelle que soit leur gestion ;

— d'autre part, l'argent des épargnants va être bloqué : s'ils veulent vendre leur participation dans une SICAV pour bénéficier d'une hausse, ils seront imposés sur la plus-value. Si les cours se maintiennent, les porteurs ne vendront pas non plus faute de bénéfice à réaliser, mais l'inflation leur fera perdre 12 % par an. Mais s'il y a un accident boursier, si la vérité des cours apparaît tout à coup, c'est la perte des économies soigneusement amassées.

Nous assistons donc en ce moment à une gigantesque razzia sur l'épargne des Français. Elle procurera aux puissances financières des centaines de milliards par an, qui permettront d'acheter n'importe quoi, n'importe comment et n'importe où grâce à la spoliation des épargnants.

L'économie s'effondre, les Français s'appauvrissent et la finance prospère : ainsi va le système giscardien.

Bertrand RENOUVIN